

**NATURAL SCIENCES AND  
ENGINEERING RESEARCH COUNCIL**

**CONSEIL DE RECHERCHES EN  
SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE**

**ACCESS TO INFORMATION ACT**

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ANNUAL REPORT**

**RAPPORT ANNUEL**

April 1, 2006 to March 31, 2007

Du 1<sup>er</sup> avril 2006 au 31 mars 2007

**BACKGROUND**

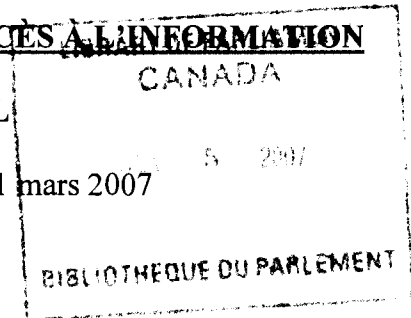
**HISTORIQUE**

The Natural Sciences and Engineering Research Council (NSERC) is the primary federal agency investing in university research and training in the natural sciences and engineering. NSERC was established on May 1, 1978, as a federal agency defined as a "separate employer" by the *Public Service Staff Relations Act*. It is funded directly by Parliament and reports to it through the Minister of Industry, with responsibility for promoting and supporting research in the natural sciences and engineering, other than the health sciences.

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) est le principal organisme fédéral qui investit dans la recherche et la formation universitaires dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Créé le 1<sup>er</sup> mai 1978, le CRSNG est un établissement public fédéral qui a le statut d'employeur distinct en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. Il reçoit son financement directement du Parlement et lui fait rapport par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie. Il est chargé de promouvoir et de soutenir la recherche en sciences naturelles et en génie, à l'exception des sciences de la santé.

NSERC's vision is to make Canada a country of discoverers and innovators for the benefit of all Canadians. NSERC invests in people, discovery and innovation through programs that support university and college-based research in the natural sciences and engineering on the basis of national competitions. NSERC leads the advancement of knowledge in these fields and ensures that Canadian scientists and engineers can seize opportunities as key players in a global research community. NSERC connects and applies the strength of the academic research community to address the opportunities and challenges of building sustainable prosperity for Canada. NSERC inspires new generations of students to pursue careers in science and engineering and to provide them with the means to develop their full potential.

Le CRSNG s'est donné comme vision d'aider à faire du Canada un pays de découvreurs et d'innovateurs, au profit de tous les Canadiens. Le CRSNG investit dans les gens, la découverte et l'innovation par l'intermédiaire de programmes d'appui à la recherche universitaire et collégiale en sciences naturelles et en génie reposant sur des concours nationaux. Le CRSNG est un chef de file pour faire avancer les connaissances en sciences et en génie et fait en sorte que les scientifiques et les ingénieurs canadiens puissent saisir les occasions qui leur permettront de jouer un rôle clé dans le milieu international de la recherche. Le CRSNG relie le milieu de la recherche universitaire et met à profit sa vigueur afin de saisir des occasions et de relever des défis pour assurer au Canada une prospérité durable. Le CRSNG incite les nouvelles générations d'étudiants à faire carrière en sciences et en génie et leur donne la possibilité de réaliser leur plein potentiel.



NSERC awards scholarships and research grants and builds partnerships among universities, colleges, governments, and the private sector. These grants and scholarships are awarded through a system of peer review, an efficient and economical way to ensure that public funds are invested in high quality research and training activities. Applications submitted to NSERC are thoroughly assessed by selection committees made up of volunteer experts in the natural sciences and engineering fields from the university, industry, or public sectors in Canada or abroad.

NSERC's Council is composed of a President and 21 members appointed from academia, industry, and government by the Governor-in-Council. The Council meets three times per year and provides advice on strategic directions and approves budget allocations. It is supported by a staff of 363 professional and support personnel.

## **STATISTICS**

### **Interpretation**

NSERC received 21 formal requests under the *Access to Information Act* (ATIA) in 2006-2007. A statistical report is attached as Appendix A. No requests were carried over from the previous year. Three of the requests were received late in the year and were carried forward into the 2007-2008 reporting period. While this is a considerable increase over last year, when NSERC received only nine requests, it is more representative of the average of 20 requests that NSERC received in each of the five preceding years. While the number of requests varies and remains unpredictable, there is no doubt that the number and complexity of requests is increasing. The annual average for the six year period from 1995-2000 was 10 requests.

Le CRSNG accorde des bourses et des subventions de recherche et établit des partenariats avec les universités, les collèges, les gouvernements et le secteur privé. Ces bourses et subventions sont accordées selon un système d'évaluation par les pairs, une façon économique et efficace permettant d'assurer que les fonds publics sont investis dans des activités de haute qualité en recherche et en formation de chercheurs. Les demandes soumises au CRSNG font l'objet d'un examen exhaustif par des comités de sélection composés d'experts bénévoles, du domaine des sciences naturelles et du génie, issus des milieux universitaire, industriel ou gouvernemental, tant du Canada que de l'étranger.

Le Conseil du CRSNG est composé d'un président et de 21 membres nommés par le gouverneur en conseil, qui représentent les secteurs public et privé ainsi que le milieu universitaire. Le Conseil se réunit trois fois par année; il fournit des conseils sur l'orientation stratégique et approuve les allocations budgétaires. Le Conseil est secondé par un personnel composé de 363 professionnels et employés de soutien.

## **STATISTIQUES**

### **Interprétation**

En 2006-2007, le CRSNG a reçu 21 demandes officielles en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI). Un rapport de statistiques est attaché à l'annexe A. Aucune demande présentée au cours de l'exercice précédent n'avait été reportée au présent exercice. Trois des demandes qui ont été reçues vers la fin de l'exercice précédent ont été reportées à la période de rapport actuelle. Même si le nombre de demandes s'est accru considérablement par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel le CRSNG n'a reçu que neuf demandes, il se rapproche davantage du nombre moyen de demandes traitées par le CRSNG au cours de chacune des cinq dernières années qui est de 20. Le nombre de demandes varie et demeure imprévisible, mais il ne fait aucun doute qu'il s'accroît et que les demandes sont de plus en plus complexes. Au cours d'une période de six ans, soit de 1995 à 2000, le CRSNG a traité en moyenne 10 demandes par année.

Of the twenty-one requests received this year, ten were submitted by businesses seeking information about research projects funded by NSERC, contracts, or NSERC's use of temporary personnel. Six requests were submitted by academics, four by the public, and one by an organization.

In two cases, NSERC was able to disclose the responsive records fully to the requester without citing exclusions or invoking exemptions. In eleven cases, NSERC made partial disclosures. In four cases, searches determined that NSERC had no responsive records. One request was transferred to another institution.

Of the 11 requests that resulted in partial disclosures, NSERC invoked the mandatory Section 19 exemption for personal information in all but one case. Section 19 is overwhelmingly the exemption most often invoked by NSERC to protect sensitive information when processing requests. Other exemptions are invoked far more rarely. This year, for example, NSERC invoked the Section 20 exemption (confidential third party information) in two instances, Section 23, (confidential solicitor client exchanges) in two instances, and the Section 16(2) (security) exemption in a single instance to protect a system password.

NSERC completed 10 requests within the initial thirty day statutory deadline, and two within sixty days. Six others were completed within 120 days. NSERC invoked Section 9 to extend the time limit for response for each of the eight requests that required notification of third parties and/or consultation with other government institutions.

Des vingt-et-une demandes qui ont été reçues cette année, dix provenaient d'entreprises qui voulaient obtenir des renseignements sur des projets de recherche financés par le CRSNG, sur des contrats ou sur l'utilisation de personnel temporaire par le CRSNG. Six demandes ont été présentées par des universitaires, quatre par des particuliers et une autre par un organisme.

Dans deux cas, le CRSNG a été en mesure de divulguer aux demandeurs des documents non modifiés répondant à leur demande sans avoir dû citer des exclusions ou invoquer des exemptions. Dans onze cas, le CRSNG a fait des divulgations partielles. Dans quatre cas, les recherches menées ont permis de déterminer que le CRSNG n'avait pas de documents répondant aux demandes. Une demande a été transférée à un autre organisme.

Des 11 demandes pour lesquelles le CRSNG a fait une divulgation partielle, le CRSNG a invoqué, dans tous les cas sauf un, l'article 19 portant sur l'exemption obligatoire concernant les renseignements personnels prévue dans la Loi. L'exemption en vertu de l'article 19 constitue celle que le CRSNG invoque le plus souvent afin de protéger les renseignements de nature délicate dans le traitement des demandes. D'autres exemptions sont invoquées, mais beaucoup moins souvent. Par exemple, cette année, le CRSNG a invoqué l'exemption en vertu de l'article 20 (concernant les renseignements confidentiels relatifs à un tiers) dans deux cas, l'exemption en vertu de l'article 23 (concernant le secret professionnel des avocats) dans deux cas et l'exemption en vertu du paragraphe 16(2) (concernant les méthodes de protection, etc.) dans un seul cas afin de protéger un mot de passe de système.

Le CRSNG a traité 10 demandes dans l'échéance initiale de 30 jours prévue par la loi, et deux dans un délai de 60 jours. Le CRSNG a traité six autres demandes dans un délai de 120 jours. Le CRSNG a invoqué l'article 9 pour prolonger le délai prévu pour traiter chacune des huit demandes pour lesquelles il devait aviser les tiers ou consulter d'autres organismes gouvernementaux.

## OBSERVATIONS

Although NSERC's request volume remains comparatively low, most of the requests are complex, involve hundreds of pages of documents and require considerable time and resources to process. This year NSERC invoked the exemption for confidential third-party information in only two instances; however, eight of the thirteen requests that culminated in disclosure required notification of third parties and/or consultation with other government institutions before disclosure decisions could be taken.

Several of the requests NSERC processed this year, for example, were submitted by a law firm seeking access to information about the NSERC-funded research of a particular environmental scientist. The requests were made, ostensibly, in order to determine whether the research had any relevance in a protracted civil lawsuit. The scientist was the lead researcher in a number of collaborative projects, including a large research network with academic, commercial and government partners. NSERC had to review several thousand pages of documentation and initiate consultations with multiple third parties and government agencies.

Several ATIA requests clearly related to matters under litigation, or were submitted by requesters or lawyers to assess the availability or utility of information for potential litigation. In March, the Access to Information and Privacy (ATIP) Coordinator received a subpoena to appear as a witness and to bring unedited documents in a civil matter related to an intellectual property dispute before the Superior Court of Québec in Montréal. The same documents had been the focus of a large ATIA request processed by NSERC three years before.

## OBSERVATIONS

Bien que le CRSNG ait reçu relativement peu de demandes, la majorité d'entre elles sont complexes, comportent des centaines de pages, et leur traitement exige beaucoup de temps et de ressources. Cette année, le CRSNG a invoqué dans seulement deux cas l'exemption relative aux renseignements confidentiels relatifs à un tiers. Cependant, dans le cas de huit des treize demandes qui ont donné lieu à une divulgation de renseignements, le CRSNG a dû aviser les tiers ou consulter d'autres organismes gouvernementaux avant de prendre une décision pour déterminer s'il devait ou non divulguer des renseignements.

Par exemple, plusieurs demandes traitées par le CRSNG cette année ont été présentées par un cabinet d'avocats qui souhaitait obtenir des renseignements au sujet d'un chercheur spécialiste de l'environnement, appuyé par le CRSNG. Les demandes ont été soi-disant présentées afin de déterminer si les travaux du chercheur avaient une incidence sur une poursuite en responsabilité prolongée. Le scientifique était le chercheur principal dans un certain nombre de projets de collaboration, notamment dans un réseau de recherche d'envergure auquel participaient des partenaires des milieux universitaire, industriel et gouvernemental. Le CRSNG a dû examiner des documents de plusieurs milliers de pages et entreprendre des consultations auprès d'un grand nombre de tierces parties et d'organismes gouvernementaux.

Plusieurs demandes présentées en vertu de la LAI portaient manifestement sur des questions pour lesquelles des poursuites avaient été intentées ou avaient été présentées par des particuliers ou des avocats qui voulaient évaluer la disponibilité ou l'utilité de renseignements en vue de poursuites potentielles. En mars dernier, le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a reçu une assignation à témoigner qui exigeait qu'il apporte des documents non modifiés dans le cadre d'une affaire au civil relative à un litige en propriété intellectuelle devant la Cour supérieure du Québec, à Montréal. Les mêmes documents avaient été ciblés par une demande présentée en vertu de la LAI dont le traitement par le CRSNG a exigé beaucoup de ressources il y a trois ans.

## Document review not related to requests

This year also saw greater demands placed on the 1.5 ATIP staff to conduct reviews and document sensitivity analysis in activities that were not directly related to formal requests under the Act. These kinds of demands arise every year in the context of the advisory role played by the ATIP office, however, this year the increase in review activity was noteworthy.

One such demand arose out of NSERC's statutory responsibilities under the Canadian Environmental Assessment Act (CEAA). NSERC had initiated a process several years ago to ensure that the research it supports is compliant with the CEAA. This year marked the first time that a requirement arose for a formal environmental screening of an NSERC proposal. The project was quite large and involved many collaborators and stakeholders. As the responsible authority under the CEAA, NSERC was required to post all documents for consultation by the public, subject to first applying ATIP exemptions. The ATIP office reviewed hundreds of pages of documents prior to disclosure.

In another case, the ATIP office spent several weeks reviewing a large sample of files to assess the feasibility and resource implications of a proposed study that was based on using grant application files stripped of exempt information.

While the present volumes of requests and pages would not seem to justify the investment in ATIP image processing technology, the ATIP Coordinator continues to monitor commercially-available ATIP processing systems and software. As request and page volumes increase and systems become more affordable, NSERC will take advantage of these productivity enhancing technologies.

## Examen de documents non liés aux demandes

Cette année encore, la charge de travail du personnel de l'AIPRP (1,5 poste) s'est encore alourdie en ce qui a trait aux évaluations et aux analyses de sensibilité de documents réalisées dans le cadre d'activités qui n'étaient pas directement liées à des demandes officielles présentées en vertu de la Loi. Dans le contexte du rôle consultatif du bureau de l'AIPRP, le nombre de demandes de ce type s'accroît tous les ans, mais, cette année, l'augmentation relative à l'activité d'examen est notable.

L'une de ces demandes qui a été présentée découle des responsabilités légales du CRSNG en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE). Il y a plusieurs années, le CRSNG avait entrepris un processus qui visait à assurer que la recherche qu'il appuyait était conforme à la LCEE. Au cours de la présente année, pour la première fois, une proposition présentée au CRSNG a dû faire l'objet d'un examen environnemental préalable. Il s'agissait d'un projet de très grande envergure auquel participaient de nombreux collaborateurs et intervenants. À titre d'autorité responsable en vertu de la LCEE, le CRSNG a été tenu produire tous les documents aux fins de consultation publique, documents qui devaient d'abord être examinés aux fins d'application des exemptions en vertu de l'AIPRP. Le bureau de l'AIPRP a examiné des documents comportant des centaines de pages avant de divulguer des renseignements.

Dans un autre cas, le bureau de l'AIPRP a consacré plusieurs semaines à l'examen d'un échantillon important de fichiers afin de déterminer la faisabilité et les ressources requises liées à une étude proposée qui se fondait sur l'utilisation de dossiers de demande modifiés conformément aux exemptions prévues par la Loi.

Bien que le nombre actuel de demandes et de pages ne semble pas justifier l'achat d'une technologie de traitement des images d'AIPRP, le coordonnateur de l'AIPRP continue de se tenir au courant des systèmes et des logiciels de traitement d'AIPRP disponibles sur le marché. En raison de la hausse du volume de demandes et de pages et des prix plus abordables des systèmes, le CRSNG tirera parti des technologies qui améliorent la productivité.

## **Formal Versus Informal Access**

NSERC promotes informal communication with the public whenever possible. Communication policies and program procedures encourage proactive disclosure of non-sensitive information, particularly when there is significant demand either from the research community or the public. For example, detailed lists of awards are published and posted on NSERC's Web site soon after they are announced. A search engine, available to the public on NSERC's Web site for the past eight years, contains more than 15 years of detailed data about NSERC awards and produces customized responses to queries. These initiatives reduce the amount of time required to respond to routine requests for information and also satisfy the information requirements of a number of individuals who might otherwise have submitted formal ATIA requests.

The ATIP office has also negotiated routine informal disclosures in a few cases where there have been repeated requests for simple information, such as temporary help call-ups. Thus, NSERC has had some success in ensuring that the Act does not replace existing and less formal mechanisms of communication.

In 2006-2007, NSERC continued to refine and expand its Internet presence. Virtually all of the literature and regulations related to NSERC programs are available on the Web, as are the results of competitions. In addition, a growing number of NSERC forms can be completed and transmitted to NSERC electronically.

## **Interface des demandes officielles et officieuses**

Le CRSNG favorise la communication informelle avec le public. Les politiques du CRSNG en matière de communications et d'administration de programmes mettent l'accent sur la divulgation proactive de renseignements de nature non délicate pour lesquels il existe une demande importante de la part de la communauté de recherche ou du grand public. Mentionnons que les listes de subventions et de bourses sont diffusées et affichées dans le site Web du CRSNG peu après l'annonce des résultats. Un moteur de recherche, offert au public depuis les huit dernières années dans le site Web du CRSNG, permet d'accéder à des données sur les subventions et les bourses du CRSNG recueillies depuis plus de 15 ans et de donner des réponses pertinentes à des requêtes particulières. Ces initiatives permettent de réduire le temps requis pour répondre aux demandes courantes de renseignements et de satisfaire aux besoins en renseignements d'un certain nombre de personnes qui, autrement, auraient soumis des demandes officielles en vertu de la LAI.

Le bureau de l'AIPRP a également négocié des pratiques de divulgation informelles dans quelques cas lorsqu'il a reçu des demandes répétées de renseignements simples, comme des renseignements sur les commandes subséquentes liées à l'aide temporaire. Le CRSNG a donc réussi, dans une certaine mesure, à s'assurer que la LAI ne vienne pas remplacer des mécanismes de communication actuels moins officiels.

En 2006-2007, le CRSNG a continué de consolider et d'élargir sa présence dans Internet. Presque tous les documents et les règlements liés aux programmes du CRSNG, ainsi que les résultats des concours, sont disponibles dans le site Web du CRSNG. De plus, un nombre croissant de formulaires du CRSNG peuvent être remplis et transmis électroniquement au CRSNG.

## **Training and Awareness**

The ATIP Coordinator delivered three half-day training and awareness sessions for NSERC employees during this reporting period, as well as a customized session for program officers on the application of the ATIP laws to procedures used by NSERC to identify, select and recruit grant selection committee members. In all, 54 employees participated in ATIP training during this reporting period.

The half-day session, which has been developed in-house by the Coordinator, provides a general overview of the ATIP legislation and, in most cases, a practical component geared to the needs of the particular participants. Sessions are organized as seminars to stimulate discussion and are limited to a maximum of 12 participants, drawn as much as possible from the same work group. The content underscores the importance of consulting the Coordinator when new or unusual information requests are received informally. This is to ensure that responses to informal queries are consistent with the requirements and spirit of the ATIA. Formal feedback received from session participants has consistently been very positive.

## **DELEGATION INSTRUMENT**

NSERC made no changes to its formal delegation instrument during this reporting period. A schedule reflecting the current delegation by the President is attached as Appendix B.

## **INVESTIGATIONS**

There were no complaints to the Commissioner about NSERC during this reporting period.

## **Formation et sensibilisation**

Le coordonnateur de l'AIPRP a tenu trois séances de formation et de sensibilisation d'une demi-journée à l'intention des employés du CRSNG au cours de la période de rapport et donné une séance adaptée aux besoins des administrateurs de programme sur l'application des lois de l'AIPRP relative aux processus utilisés par le CRSNG pour choisir et recruter des personnes pour siéger aux comités de sélection des subventions et des bourses. Au cours de la période de rapport, 54 employés ont participé à des séances d'information relatives à l'AIPRP.

Les séances d'une demi-journée, qui ont été mises au point à l'interne par le coordonnateur, permettent aux participants d'avoir un aperçu des lois relatives à l'AIPRP et, le plus souvent, comportent un élément pratique axé sur les besoins de participants particuliers. Présentées sous forme de séminaires, ces séances visent à favoriser la discussion et regroupent au plus 12 participants provenant, dans la mesure du possible, du même milieu de travail. Les séances de formation réaffirment l'importance pour les membres du personnel de consulter le coordonnateur lorsqu'ils reçoivent des requêtes nouvelles ou inhabituelles. Cet effort fait en sorte que les requêtes officielles sont conformes aux exigences et à l'esprit de la LAI. La rétroaction officielle des participants aux séances a été très positive.

## **INSTRUMENTS DE DÉLÉGATION**

Le CRSNG n'a apporté aucune modification à ses instruments de délégation officiels au cours de la période de rapport. Une annexe reflétant les pouvoirs délégués par le président est jointe au présent document en tant qu'annexe B.

## **ENQUÊTES**

Il n'y a pas eu de plainte au Commissaire mettant en cause le CRSNG pendant la période de rapport.

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À  
L'INFORMATION

|   |                     |                                       |                                     |  |             |
|---|---------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--|-------------|
| Institution<br>Natural Sciences and Engineering Research Council/Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie |                     |                                       |                                     | Reporting period / Période visée par le rapport<br>2006/04/01 - 2007/03/31 |             |
| Source  | Media / Médias<br>0 | Academia / Secteur universitaire<br>6 | Business / Secteur commercial<br>10 | Organization / Organisme<br>1  | Public<br>4 |

**I** Requests under the Access to Information Act /  
Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

|  |           |
|--|-----------|
| Received during reporting period /<br>Reçues pendant la période visée par le rapport     | 21        |
| Outstanding from previous period /<br>En suspens depuis la période antérieure            | 0         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>21</b> |
| Completed during reporting period /<br>Traitées pendant la période visées par le rapport | 18        |
| Carried forward /<br>Reportées   | 3         |

**II** Disposition of requests completed /  
Disposition à l'égard des demandes traitées

|   |    |  |           |
|---|----|--|-----------|
| 1. All disclosed /<br>Communication totale                            | 2  | 6. Unable to process /<br>Traitement impossible      | 4         |
| 2. Disclosed in part /<br>Communication partielle                     | 11 | 7. Abandoned by applicant /<br>Abandon de la demande | 0         |
| 3. Nothing disclosed (excluded) /<br>Aucune communication (exclusion) | 0  | 8. Treated informally /<br>Traitement non officiel   | 0         |
| 4. Nothing disclosed (exempt) /<br>Aucune communication (exemption)   | 0  | <b>TOTAL</b>   | <b>18</b> |
| 5. Transferred /<br>Transmission                                      | 1  |  |           |

**II** Exemptions invoked /  
Exceptions invoquées

|   |   |                  |   |                  |    |                  |   |
|---|---|------------------|---|------------------|----|------------------|---|
| S. Art. 13(1)(a)  | 0 | S. Art. 16(1)(a) | 0 | S. Art. 18(b)    | 0  | S. Art. 21(1)(a) | 0 |
| (b)   | 0 | (b)              | 0 | (c)              | 0  | (b)              | 0 |
| (c)   | 0 | (c)              | 0 | (d)              | 0  | (c)              | 0 |
| (d)   | 0 | (d)              | 0 | S. Art. 19(1)    | 10 | (d)              | 0 |
| S. Art. 14  | 0 | S. Art. 16(2)    | 1 | S. Art. 20(1)(a) | 0  | S. Art. 22       | 0 |
| S. 15(1) International rel. /<br>Art. Relations intern. | 0 | S. Art. 16(3)    | 0 | (b)              | 1  | S. Art. 23       | 2 |
| Defence /<br>Défense                                    | 0 | S. Art. 17       | 0 | (c)              | 1  | S. Art. 24       | 0 |
| Subversive activities /<br>Activités subversives        | 0 | S. Art. 18(a)    | 0 | (d)              | 0  | S. Art. 26       | 0 |

**I** Exclusions cited /  
Exclusions citées

|                  |   |                  |   |
|------------------|---|------------------|---|
| S. Art. 68(a)    | 1 | S. Art. 69(1)(c) | 0 |
| (b)              | 0 | (d)              | 0 |
| (c)              | 0 | (e)              | 0 |
| S. Art. 69(1)(a) | 0 | (f)              | 0 |
| (b)              | 0 | (g)              | 0 |

**V** Completion time /  
Délai de traitement

|   |    |
|---|----|
| 30 days or under /<br>30 jours ou moins | 10 |
| 31 to 60 days /<br>De 31 à 60 jours     | 2  |
| 61 to 120 days /<br>De 61 à 120 jours   | 6  |
| 121 days or over /<br>121 jours ou plus |    |

**V** Extensions /  
Prorogations des délais

|                          |   |                                       |
|--------------------------|---|---------------------------------------|
|                          | 30 days or under /<br>30 jours ou moins | 31 days or over /<br>31 jours ou plus |
| Searching /<br>Recherche | 0                                       | 0                                     |
| Consultation             | 1                                       | 0                                     |
| Third party /<br>Tiers   | 0                                       | 7                                     |
| <b>TOTAL</b>             | <b>1</b>                                | <b>7</b>                              |

**VI** Translations /  
Traduction

|   |   |   |
|---|---|---|
| Translations requested /<br>Traductions demandées |   | 0 |
| Translations prepared /<br>Traductions préparées  | English to French /<br>De l'anglais au français | 0 |
|   | French to English /<br>Du français à l'anglais  | 0 |

**VIII** Method of access /  
Méthode de consultation

|  |    |
|--|----|
| Copies given /<br>Copies de l'original       | 13 |
| Examination /<br>Examen de l'original        | 0  |
| Copies and examination /<br>Copies et examen | 0  |

**I** Fees /  
Frais

|   |          |  |                 |
|---|----------|--|-----------------|
| Net fees collected /<br>Frais net perçus  |          |  |                 |
| Application fees /<br>Frais de la demande | \$ 95.00 | Preparation /<br>Préparation                     | 0               |
| Reproduction                              | 0        | Computer processing /<br>Traitement informatique | 0               |
| Searching /<br>Recherche                  | 0        | <b>TOTAL</b>                                     | <b>\$ 95.00</b> |
| Fees waived /<br>Dispense de frais        |          | No. of times /<br>Nombre de fois                 | \$              |
| \$25.00 or under /<br>25 \$ ou moins      |          | 2  | \$ 10.00        |
| Over \$25.00 /<br>De plus de 25 \$        |          | 0  | \$ 0            |

**V** Costs  
Coûts

|  |              |
|--|--------------|
| Financial (all reasons) /<br>Financiers (raisons)                              |              |
| Salary /<br>Traitement   | \$ 75,000.00 |
| Administration (O and M) /<br>Administration (fonctionnement et maintien)      | \$ 5,000.00  |
|  | \$ 80,000.00 |
| Person year utilization (all reasons) /<br>Années-personnes utilisées (raison) |              |
| Person year (decimal format) /<br>Années-personnes (nombre décimal)            | 1.0          |





**Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada**

**Schedule – Access to Information Act Delegation Order  
Annexe – Ordonnance de délégation des pouvoirs du CRSNG relative  
à la Loi sur l'accès à l'information**

| <b>Section or subsection of the Act / Article ou paragraphe de la Loi</b> | <b>ATIP Co-ordinator / Coordonnateur de l'AIPRP</b> | <b>Corporate Secretary/ Secrétaire du Conseil du CRSNG</b> | <b>Executive Vice President / Vice-président directeur</b> |
|---|---|--|--|
| 7(a)  | X   | X  | X  |
| 8(1)  | X   | X  | X  |
| 9   | X   | X  | X  |
| 11(2)(3)(4)(5)(6)   | X   | X  | X  |
| 12(2)   | X*  | X  | X  |
| 12(3)   | X*  | X  | X  |
| 13  | X*  | X  | X  |
| 14  | X*  | X  | X  |
| 15  | X*  | X  | X  |
| 16  | X*  | X  | X  |
| 17  | X*  | X  | X  |
| 18  | X*  | X  | X  |
| 19  | X   | X  | X  |
| 20  | X   | X  | X  |
| 21(1)   | X*  | X  | X  |
| 22  | X   | X  | X  |
| 23  | X   | X  | X  |
| 24  | X   | X  | X  |
| 25  | X   | X  | X  |
| 26  | X   | X  | X  |
| 27(1)(4)  | X   | X  | X  |
| 28(1)(2)(4)   | X   | X  | X  |
| 29(1)   | X   | X  | X  |
| 33  | X   | X  | X  |
| 35(2)   | X   | X  | X  |
| 37(4)   | X   | X  | X  |
| 43(1)   | X   | X  | X  |
| 44(2)   | X   | X  | X  |
| 52(2)(3)  | X   | X  | X  |
| 69  | X   | X  | X  |
| 71(2)   | X   | X  | X  |
| 77  | X   | X  | X  |

\* indicates that Access to Information and Privacy Coordinator may sign under this provision with approval of the President or other senior designates

\* Indique que le coordonnateur à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels peut signer des documents en vertu de ces dispositions avec l'approbation du président ou d'autres cadres désignés